

LE TEMPS

Santé Jeudi 8 juillet 2010

La gauche séduit de plus en plus les médecins

Par Valentine Zubler, Berne

Une partie de la profession, autrefois libérale, penche vers le Parti socialiste, qui défend ses intérêts

Le président de la Fédération des médecins suisses (FMH), le Genevois Jacques de Haller, a adhéré au Parti socialiste. De prime abord, la nouvelle, révélée par la RSR, surprend. Car la FMH, forte de quelque 30000 membres, reste, à l'heure actuelle, la plus grosse contributrice de l'Union suisse des professions libérales (USPL). Tandis que, pour sa part, le Parti socialiste réclame davantage d'Etat dans le secteur de la santé.

Mais Jacques de Haller, qui ambitionne peut-être de se présenter aux élections fédérales en 2011, n'a jamais caché sa sensibilité. La gauche et en particulier les socialistes sont devenus depuis quelques années, au parlement fédéral, les plus fervents défenseurs des médecins en cabinet. Ce que confirment aussi bien le PS que le président de la FMH.

«Qu'il s'agisse de l'accès aux soins, du libre choix du praticien par les patients, ou de l'obligation faite aux assureurs de contracter avec tous les médecins, le soutien à nos options politiques fondamentales se trouve, il est vrai, actuellement auprès des partis de gauche, relève ainsi Jacques de Haller. Pourquoi cela? Parce que les partis de droite veulent trop se calquer sur les lois du marché.»

La Zurichoise Jacqueline Fehr, vice-présidente du PS, ajoute: «A première vue, on pense à une alliance contre nature. Mais nous avons tissé une alliance forte depuis la votation sur l'article constitutionnel sur la santé (refusée par 69,5% des votants en juin 2008, ndlr). Nous défendons un service public, dans l'intérêt des patients, et nous pensons que les généralistes ont un rôle à jouer. En fin de compte, ils sont payés par l'assurance de base ou les subsides.»

Quelles sont les vraies raisons de cette alliance, qui dérange certains médecins, notamment du côté des spécialistes ou des générations plus âgées? Des sept médecins siégeant à Berne, cinq sont des élus de droite (trois UDC et deux radicaux), alors que deux seulement sont socialistes: le Genevois Jean-Charles Rielle et la Tessinoise Marina Carrobio.

Historiquement très attachée à son indépendance, d'inspiration libérale, la corporation semble virer progressivement de bord. «La profession est de moins en moins indépendante», note le vice-président de la FMH, le conseiller national PLR Ignazio Cassis. «En 2009, une enquête menée par la fédération auprès de nos membres a révélé qu'une majorité de médecins étaient des conservateurs étatistes. Les jeunes générations, surtout, ne cherchent plus le libre exercice de leur profession. Elles visent la sécurité du revenu et un bon équilibre entre leurs vies privée et professionnelle.»

Ironie du sort, le libéral-radical explique avoir été élu à la vice-présidence de l'USPL le jour où les médecins de famille lançaient leur initiative populaire «Oui à la médecine de famille». Ce texte, déposé le 1er avril dernier à la Chancellerie fédérale, «demande que la Confédération règle en détail les soins médicaux des médecins de famille, souligne Ignazio Cassis. Ce n'est pas ma vision du futur!»

Au printemps 2009, les praticiens en pratique privée s'étaient mis en grève pour protester contre la

révision des tarifs des analyses de laboratoire, décidée par le ministre de la Santé d'alors, Pascal Couchepin.

Ces médecins souhaitent-ils véritablement un système de santé étatique? Ignazio Cassis en doute. «La gauche veut éliminer la libre profession et tente de convaincre les médecins qu'il s'agit de la bonne voie pour eux. Mais jamais l'Etat ne défendra leur salaire actuel.» Pour le Tessinois, c'est surtout le signe que les médecins, soumis à une forte pression, sont désorientés: «Ils traversent une crise d'identité majeure.»

Philippe Morel, médecin-chef du Service de chirurgie viscérale aux HUG, par ailleurs démocrate-chrétien, regrette lui aussi cette évolution. «La philosophie a changé, les jeunes médecins ne veulent plus travailler autant qu'avant. Mais, en termes de salaires, les prétentions n'ont pas changé. Je pense, poursuit le spécialiste, qu'ils ne se rendent pas compte de ce que la perte de certains aspects de l'esprit de notre profession, qui reste éminemment libérale, implique. En ce sens, le devenir du praticien-fonctionnaire me fait souci. Car la part de responsabilité et d'engagement personnel, qui fait l'essence du métier, ne sera plus prise en compte.»

LE TEMPS © 2009 **Le Temps SA**